

L'indépendant

HEBDOMADAIRE D'INFORMATION ET D'ANALYSES N° 1471 DU JEUDI 9 SEPTEMBRE 2021 • 29ÈME ANNÉE • PRIX : 3000 FG • ZONE CEFA : 500



P.3

Coup d'Etat en Guinée

Le colonel Mamady Doumbouya « se rachète »

Transition en Guinée

P.7

« A mon avis elle doit être la plus courte possible »

(Dr Ousmane Kaba)

Putsch en Guinée

Les anciens ministres et présidents d'institutions interdits de voyage

P.4

Formation d'un gouvernement d'union nationale

P.5

Béa Diallo insiste sur « l'implication de tous les acteurs... »

Dr Mamadi Kaba, président de LIDDA

« Je pense que le coup d'Etat était inévitable parce qu'il a permis d'éviter le pire »

Le président de la Ligue pour les droits et la démocratie en Afrique (LIDDA) était l'invité de nos confrères de FIM FM, le mardi 07 septembre. Dr Mamady Kaba s'est exprimé sur le coup de force qui a conduit au renversement du régime d'Alpha Condé. Pour l'ancien président de l'INIDH cet acte est salubre dans la mesure où s'il n'y avait pas ce coup d'Etat peut-être quelque chose d'ahurissant pouvait se produire. Pour une transition réussie selon cet activiste des droits de l'homme, une année peut suffire à condition que les acteurs politiques taisent leurs divergences, se mettent ensemble avec la société civile pour accompagner la transition. Lisez !



Tout a été fait pour que le président évolue dans le sens de la décrispation, mais malheureusement, ça n'a pas été le cas. Il y avait de blocage, il y avait des frustrations, il y avait des humiliations. Des leaders importants sont privés de liberté de mouvement, des leaders de la société civile en prison ; des rapports accablants à travers le monde contre la Guinée, finalement le président était tout seul avec ses amis. Le peuple vivait sa frustration. Il était évident qu'en pareille situation, un coup d'Etat militaire n'est pas du tout évitable parce que l'armée doit avoir peur la réaction du peuple. Une fois que l'armée comprend que le peuple est désabusé ; que le pouvoir est affaibli et isolé ; les coups d'Etat sont prévisibles. Je ne pense pas qu'il y ait une main noire derrière. Le contexte se prêtait à ce coup de force. C'est le contexte qui a favorisé le Coup d'Etat parce que, s'il n'y avait pas coup d'Etat peut-être qu'il y aurait pire après. Les manifestations qui se programmaient pourraient don-

ner lieu à des très grandes instabilités si le contexte dans lequel le peuple se trouvait. Je pense que le coup d'Etat était inévitable parce qu'il a permis d'éviter le pire.

A vous entendre c'est comme si Alpha Condé a été victime à l'usure du pouvoir qui se manifestait par une certaine arrogance et un essoufflement, maintenant qu'il y a eu coup d'Etat, on assiste à une série de condamnation émanant des institutions comme les Nations Unies, la CEDEAO, l'Union Africaine. Quelle lecture avez-vous de ces réactions-là ?

Notre réaction est mitigée parce qu'il aurait fallu que ces institutions aient des positions plus fortes pour éviter qu'on en arrive-là. Nous les avons interpellés à plusieurs reprises et de plusieurs manières malheureusement leurs réactions ont été très timides, mais cela ne les disqualifie pas. Aujourd'hui, leur prise de position est importante pour être à côté de la Guinée et éviter aussi que les militaires ne s'éternisent au pouvoir. Donc il est important que chacun joue son rôle pour que la transition soit réussie. Nous avons écouté la déclaration du colonel Doumbouya, ce sont des déclarations rassurantes. Mais comme vous le savez, la Guinée est un pays atypique. C'est le pays de rendez-vous manqué. Vous avez vu que le Capitaine Dadis avait donné des engagements très forts, nous gardions beaucoup d'espoir et après les opportunistes l'ont pris en otage et on a connu ce que vous savez. Pour que l'histoire ne se répète pas de façon négative, il est important que la communauté internationale prenne ses distances avec les militaires, prenne des positions telle que nous connaissons aujourd'hui, cela va s'ajouter à l'engagement des acteurs politiques et sociaux du pays. Je pense

que cela pourra conduire à une transition réussie.

Doumbouya a appelé à une rencontre avec les acteurs de la société civile et les acteurs politiques prochainement, à votre avis quel rôle la société civile pourrait jouer dans la transition qui se met en place ?

La société civile a un rôle capital à jouer en matière de proposition, en matière dans la mise en œuvre des politiques qui vont être définies. Vous savez les acteurs politiques doivent concourir pendant les élections, mais les acteurs sociaux ne sont pas intéressés par les compétitions politiques, eux, ils peuvent accompagner la junte dans la mise en œuvre de tous les programmes y compris les aspects qui n'ont pas de lien direct avec les élections. Les acteurs politiques, les acteurs sociaux sont très importants pour adapter les décisions de nouveau pouvoir, aux valeurs universelles que nous défendons tous les jours, aux valeurs de droit de l'Homme et de liberté fondamentale.

Vous tablez sur la transition pour quelle durée ?

Moi, je pense que vu le contexte, on doit avoir d'abord un toilettage de la constitution et coupler un référendum avec les élections législatives dans les six mois et probablement six mois de plus pour organiser des élections présidentielles libres et transparentes.

A mon avis une année peut suffire pour avoir une transition réussie dans les conditions actuelles à condition que les acteurs politiques taisent leurs divergences, se mettent ensemble avec la société civile pour accompagner la transition.

Une synthèse d'Alpha Amadou Diallo

L'indépendant

Hebdomadaire d'information et d'analyses édité par la Société de Presse et d'Impression (SPIC)

Siège: Quartier Dar-Es-Salam sur la route Leprince
Commune de Ratoma
Email: lindenpendantguinee@gmail.com
- Tél : 664.63.09.53 - BP: 2427
Conakry

Redacteur en chef

Amadou Sadio DIALLO: 624 37 26 68
Email: dialloamsadio@gmail.com

Comité de rédaction

Amadou Sadio DIALLO
Alpha Amadou DIALLO
Amadou Tidiane DIALLO
Moussa THIAM

P.A.O

N. S. SOUMAORO

Recouvrements, Abonnements, Marketing, Publicités & Annonces

Mamadou Aliou Diakité Tél.
664.63.09.53/
622.04.62.21

E-mail: madalga1@gmail.com

Distribution: SPIC / Maison du Livre

Impression: SPIC/Imprimerie Warh Business Groupe

Lisez le journal numérique sur le site
www.kefinafasso.com

L'indépendant :
Bonjour M. Kaba :
comment vous pouvez expliquer qu'Alpha Condé soit isolé au point pratiquement en trois jours qu'on puisse perpétrer un coup d'Etat contre lui ?

Dr Mamadi Kaba : Le coup d'Etat n'est pas préparé en trois jours. Vous le savez mieux que moi depuis avant le double scrutin, des bruits couraient, il y avait des inquiétudes, des préoccupations, il y avait un blocage.

Lisez le journal numérique sur le site

KèfinaFasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Coup d'Etat en Guinée

Le colonel Mamady Doumbouya « se rachète »

Le colonel Mamdy Doumbouya, commandant du Groupe des forces spéciales (GFS) a arrêté le président de la République Alpha Condé, le dimanche 5 septembre 2021. Après ce coup de force réussi, le nouvel homme fort du pays à la tête du Comité national du rassemblement et du développement (CNRD) a été acclamé par des scènes de liesse populaire à Conakry ; du palais présidentiel au centre-ville à la Radio Télévision guinéenne en haute banlieue de la capitale.

L'opération n'a duré que quelques heures très tôt en ce matin ensoleillé du dimanche 5 septembre 2021. Ce jour, les habitants du centre-ville de Kaloum se réveillent par des tirs provenant du camp Makambo à quelques mètres du palais Sékhoutourea où réside le président Alpha Condé. Quelques minutes après, une trentaine de véhicules des forces spéciales prennent la direction de la présidence de la République. Après des heures d'échange de tirs, les putschistes parviennent à mettre en déroute la garde présidentielle, font irruption dans le palais et arrêtent le chef de l'Etat.

Dans une vidéo partagée dans les réseaux sociaux, le commandant du GFS indique avoir arrêté le président Condé. A la RTG, le colonel Mamady Doumbouya accompagné de ses éléments annonce dans un communiqué « la suspension de la constitution et la dissolution des institutions de la République » et promet de « mettre fin aux problèmes de la



Guinée ».

Ainsi celui qui était considéré comme « ennemi de la République » par le Front national pour la défense de la Constitution (FNDC), dont le nom a figuré sur la liste des officiers de l'armée transmis à la Cour pénale internationale vient de « se racheter ».

Accusé d'avoir pris part à des répressions contre des opposants du régime Condé, le colonel Doumbouya est désormais vu comme un « héros » par les uns et considéré comme un « libérateur » par d'autres. Partout ses éloges pullulent dans la Cité. Même dans les rangs de l'opposition, mais aussi du FNDC, on tresse des cou-

ronnes au chef de la junte.

Au lendemain du putsch, l'ancien légionnaire de l'armée française fait de grandes annonces. Parmi elles, la libération de 711 détenus politiques, la réouverture des bureaux et du siège de l'UFDG (principal parti d'opposition).

Lors de sa rencontre avec les anciens ministres et présidents d'institutions, le colonel Mamady Doumbouya, promet de mettre en place « un gouvernement d'union nationale » et qu'il n'y aura « aucun esprit de haine, ni de vengeance. Il n'y aura pas de chasse aux sorcières », mais cependant « la justice fera son travail ».

Sadjo Diallo

Colonel Mamady Doumbouya

Qui est ce nouvel homme fort de Conakry ?

Le colonel Mamady Doumbouya, président du Conseil national pour le rassemblement et le développement (CNRD) est un ancien légionnaire de l'armée française. Titulaire d'un Master 2 (bac + 5) en défense et dynamiques industrielles à l'Université panthéon Assas Paris II, le nouvel homme fort de la Guinée a regagné la Guinée en 2011.

Originaire de Kankan, le colonel Doumbouya est rentré au bercail, d'abord comme formateur au camp du km36 dans la périphérie de Conakry. Puis à Kindia à 135 km de Conakry.

Officier breveté de l'Ecole de guerre, il possède de plus de dix-huit années d'expérience militaire, notamment lors de missions opérationnelles (Afghanistan, Côte-d'Ivoire, Djibouti, République Centrafricaine) et de protection rapprochée (Israël, Chypre, Royaume-Uni, Guinée).

Le colonel Doumbouya a aussi accompli la formation de spécialiste en protection opérationnelle à l'Académie de Sécurité Internationale (Israël), le cours de formation des commandants d'unité à l'Ecole d'application de l'infanterie (E.A.I. - Thiès Sénégal), la formation d'officier d'Etat-major (E.E.M.L. - Libreville) et l'Ecole de guerre de Paris.

Par ailleurs, il faut rappeler que le président du CNRD avait retenu l'attention des Guinéens, lors du défilé militaire du soixantième anniversaire de l'indépendance de la Guinée, le 02 octobre 2018.

Nommé à la tête du Groupement des forces spéciales, par le président Alpha Condé, le colonel Doumbouya avait réussi à plusieurs reprises, déjouer des mutineries au sein de l'armée.

Sadjo Diallo

Avis important

L'Administration et la Direction du groupe de presse « **L'Indépendant/Le Démocrate** » constatent ces derniers temps, avec regret, que des individus non identifiés se présentent au niveau des institutions nationales et internationales, ainsi qu'au niveau de certaines sociétés de la place, au nom des deux organes, sans aucune autorisation de leurs responsables.

Face à ces agissements relevant du délit, l'Administration et la Direction du groupe de presse « **L'Indépendant/Le Démocrate** » invitent cordialement et humblement les entités citées plus haut à se référer toujours à l'adresse mentionnée dans l'ours des deux journaux en cas de besoin.

Merci d'avance de la compréhension!

La Rédaction

Avis très important

Pour vos avis, annonces et publicités, Publireportages, couvertures médiatiques et abonnements, contactez le service commercial et marketing au

Tél. : 664 63 09 53 / 622 04 62 21

E-mail : lindependantguinee@gmail.com

Guinée

Le colonel Doumbouya annonce l'ouverture des frontières aériennes



Après avoir annoncé la fermeture des frontières aériennes pour une semaine réductible hier sur les médias d'état, le nouvel homme fort du pouvoir de Conakry revient sur sa décision.

Colonel Mamady Doumbouya annonce l'ouverture des frontières aériennes et la reprise des activités commerciales et humanitaires. Le désormais nouveau président de la Ré-

publique par intérim insiste que les compagnies doivent se soumettre aux nouvelles conditions surtout sur le respect des mesures barrières pour limiter la propagation du coronavirus.

Reste désormais s'il le fera aussi pour les frontières terrestres afin de permettre les citoyens de circuler librement.

Amadou Tidiane Ndiré

Putsch en Guinée

Les anciens ministres et présidents d'institutions interdits de voyage

Les anciens ministres et présidents d'institutions sont interdits de voyage jusqu'à la fin de la transition. L'annonce a été faite par le chef de la junte, le colonel Mamady Doumbouya.

Le président du Comité national pour le rassemblement et le développement

(CNRD) a invité tous les anciens ministres et présidents d'institutions à déposer leurs documents de voyage (passport et autres) et de rendre les clés de leurs véhicules de service.

Cependant, le nouvel homme fort de Conakry promet de mettre en place « un

gouvernement d'union nationale » et qu'il n'y aura pas de « chasse aux sorcières ».

Sadjo Diallo

L'indépendant
L'information
en toute
indépendance

Détenus politiques libérés

« Dès jeudi, nous allons organiser une grandiose manifestation pour... »

(Cellou Dalein)

79 détenus politiques sur 711, sont désormais libres. Au domicile privé du principal opposant Cellou Dalein Diallo où plusieurs militants attendaient, un accueil chaleureux a été réservé aux militants de l'UFDG incarcérés à la maison centrale de Conakry, depuis bientôt une année, par le régime déchu.



Libérés dans les environs de 18 heures ce mardi, en compagnie de ses avocats, les désormais anciens détenus ont retrouvé leur collègues de lutte politique. Cellou Dalein Diallo annonce ce jeudi qu'une grandiose manifestation sera réservée aux militants libérés, mais aussi qu'un hommage sera

rendu aux nouvelles autorités de Conakry.

« Les détenus qui viennent d'être libérés, je souhaite un bon retour dans leurs familles. Nous avons prévu d'organiser une grande fête de Hamdallaye à Wanindara. Nous avons reporté cette fête, parce qu'il est question de l'annuler. Nous allons trouver la possibilité d'exprimer notre joie de retrouver nos camarades de lutte. Une dignité remar-

quable. (...) Dès jeudi nous allons organiser une grandiose manifestation pour célébrer votre libération, et rendre hommage à ceux qui ont pris la responsabilité de vous libérer. Nous voulons faire une tournée dans la ville. Le jeudi on se concertera avec les autres forces vives qui avaient des prisonniers pour voir si on peut organiser ensemble cette fête pour célébrer votre libération et les retrouvailles. Parce que vous avez été injustement arrêté, incarcéré par le régime totalitaire. Donc, nous venons de tourner une page douloureuse », a déclaré l'ancien Premier ministre.

Il faut rappeler que pour ce mardi, 79 détenus politiques ont été libérés par les putschistes. Les autres pourraient sortir de prison dans les prochaines heures.

Amadou Tidiane Ndiré

Lisez le journal
numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

L'indépendant

Coup d'Etat en Guinée

« Le CNRD peut compter sur le soutien de l'ANAD... » (Déclaration)

Dans une déclaration faite le lundi 6 septembre, l'Alliance nationale pour l'alternance démocratique (ANAD) indique avoir pris acte de la prise du pouvoir par le Comité national pour le rassemblement et le développement (CNRD). Cellou Dalein Diallo et Cie souligne que les putschistes peuvent compter sur le soutien de l'ANAD dans l'effort qui vise à construire une démocratie apaisée dans notre pays. Lisez ci-dessous ladite déclaration...

Déclaration :

Le 5 Septembre 2021 est un jour qui consacre la victoire de notre peuple et l'échec du régime dictatorial d'Alpha Condé. Il porte l'espoir d'un nouveau départ pour notre nation.

En effet, notre armée, représentée par le Comité Na-

tional du Rassemblement et du Développement (CNRD), dans un sursaut patriotique, a posé un acte historique qui parachève le combat mené par l'Alliance Nationale pour l'Alternance Démocratique (ANAD) et les autres forces vives du pays éprises de justice et de démocratie.

L'ANAD prend acte de la déclaration de prise de pouvoir du CNRD. Les motifs qui fondent son action salvatrice et leur finalité se confondent avec les aspirations de l'ANAD que sont le rassemblement de notre nation, la refondation de notre État, la lutte contre la corruption et l'impunité.

C'est pourquoi le CNRD peut compter sur le soutien de l'ANAD dans l'effort qui vise à construire une démocratie apaisée dans notre pays.



C'est l'occasion de rendre hommage à tous les Guinéens de l'intérieur comme de l'extérieur dont la mobilisation a contribué à la chute de cette dictature et d'honorer la mémoire de ceux qui ont consenti le sacrifice ultime pour l'avènement du 5

Septembre 2021. Aux blessés, aux détenus, à tous ceux qui ont souffert de la répression de ce pouvoir, la nation leur doit aussi reconnaissance et soutien.

L'ANAD tient également à saluer tous ceux qui, à travers le monde et au nom des valeurs démocratiques ont, sous diverses formes, accompagné et soutenu son combat.

L'ANAD exhorte le CNRD à inscrire dans ses responsabilités prioritaires la mise en place d'institutions légitimes capables de mettre en œuvre les réformes pouvant conduire rapidement le pays à la réconciliation nationale et à l'instauration de l'État de droit.

Conakry, le 06/09/2021

L'ANAD

Formation d'un gouvernement d'union nationale

Béa Diallo insiste sur « l'implication de tous les acteurs... »

Lansana Béa Diallo, député-maire depuis Bruxelles, a salué la proposition de mise en place d'un gouvernement d'union nationale par le Colonel Mamady Doumbouya nouvel homme fort de la Guinée.

Intervenant chez nos confrères de Fim FM, le mardi 07 septembre, l'ancien boxeur guinéen invite le CNRD (comité national pour le rassemblement et le développement) à impliquer tous les acteurs de la société civile et acteurs politiques.

« La première chose c'est l'implication de tous les acteurs... Je pense qu'aujourd'hui l'implantation des acteurs de la société civile d'une manière globale doit être hyper-importante. Et

dans ce gouvernement d'union nationale aussi, il faut qu'il y ait une réflexion stratégique qu'il faut mettre en place et qui implique toutes les générations de cette société civile et tous les acteurs doivent jouer un rôle essentiel.

Éviter l'erreur du passé c'est de permettre à chacun de pouvoir jouer un véritable rôle par rapport au changement qui doit se produire dans ce pays. (...) », a-t-il lancé.

Faut-il rappeler que le CNRD dirigé par le Colonel Mamady Doumbouya, a pris



le pouvoir le 05 septembre 2021, en évinçant le président Alpha Condé qui était à son troisième mandat.

Objectif224.com

Le tribunal de Mafanco

Sorya Bangoura de l'UFDG libéré



Poursuivi pour « entrave aux mesures sanitaires », Sorya Bangoura, fédéral de l'UFDG a été déclaré non coupable par le tribunal de Mafanco de ces faits. Cette décision du tribunal est intervenue après la tenue du procès en début de journée de ce mardi 7 septembre 2021. Le tribunal a également ordonné sa mise en liberté immédiate.

Il faut rappeler, Sorya Bangoura, a été arrêté le 6 août dans son Motel à Matam et placé sous mandat de dépôt le 9 août et la Maison centrale de Coronthie.

Bhoye Barry

Chute du régime d'Alpha Condé

Sékou Koundouno en exil, vide son sac

Face aux tristes événements qui se sont en chaînés en Guinée, ce 05 septembre 2021, et qui ont conduit au renversement du régime d'Alpha Condé, par le Comité national pour le rassemblement et de développement (CNRD) dirigé par le lieutenant-colonel Mamadi Doumbouya. Comme il fallait s'attendre, les réactions fusent de partout. Sékou Koundouno, responsable stratégique et de la planification du FNDC exilé au Sénégal puis en France depuis plusieurs mois, joint par téléphone par nos confrères de FIM FM ce lundi, 6 septembre, tire à boulet rouge sur le régime d'Alpha Condé, et soutient son renversement. Il déclare que cet acte est un achèvement d'un travail qui a été mené par le FNDC depuis 2019. Lisez !

Bonjour M. Koundouno ! Est-ce qu'à votre point de vue ce qui est arrivé n'était pas prévisible ? Est-ce que ce coup d'Etat, on ne le voyait pas venir inévitablement en Guinée ?

Oui ! Au niveau de la coordination du FNDC déjà aux alentours de 4 heures - 5 heures les dispositifs étaient en alerte. On suivait de près l'évolution à travers les contacts à Conakry et dans nos différentes ramifications. Tout cela était prévisible dans la mesure où, le dictateur guinéen menait un pouvoir à la fois illégal et illégitime. Comme vous le savez son obsession à briguer vaille que vaille et par tous les moyens un troisième mandat en contradiction avec le texte statutaire de mai 2010 le mettait complètement dans une illégalité systématique.

Le FNDC à l'intérieur comme à l'extérieur n'a pas manqué d'informer la communauté internationale de mener une panoplie de stratégie et de plaider de lobbying mais aussi en mobilisant les Guinéens dans la rue. C'est pourquoi je profite de cet instant pour saluer beaucoup d'entre vous, qui se sont inscrits dans la logique pro démocratie, qui à un moment donné pris le risque sur eux-mêmes au prix de leurs vies à défendre les principes cardinaux. En clair ce n'est pas une surprise au niveau du FNDC et de beaucoup de Guinéens. On avait la primeur. On a suivi l'évolution de bout en

bout. Et voilà la prise de pouvoir a été effectuée par la junte pilotée par lieutenant-colonel Doumbouya...

Est-ce qu'il n'est pas prématuré de se réjouir, c'est peut-être le plus fort du clan qui l'a emporté, il reste à prouver qu'il soit le plus vertueux, le plus attaché aux principes démocratiques. Est-ce que vous ne craignez pas en l'adoubant qu'il soit brutale d'ici quelques temps ; parce que les appétits se seraient aiguisés ; parce que des camps maffieux comme on a l'habitude de voir en Guinée l'aurait lui aussi enlacer, en cercler pu dominer. Est-ce que vous ne craignez pas cela ?

Une précision s'avère importante sur cette inquiétude que vous venez d'avancer. Au niveau du FNDC, nous n'avons que pris acte de cette prise du pouvoir, parce qu'à notre niveau, nous estimons que c'est l'achèvement de tout un travail qui a été mené par le FNDC depuis 2019. Vous vous rappellerez que dans nos différents communiqués ou déclarations. Nous avons appelé l'armée guinéenne à sa responsabilité à nous servir. Cette haute obsession qui avait complètement mené la Guinée vers la dictature avait atteint son paroxysme. En terme très claire, nous avons pris acte. A l'instant où je vous parle, il y a une commission de crise qui est en train de travailler sur la lecture. La grille d'observation et de projection que le FNDC et tous ses par-

tenaires se font de cette situation. Et dans la journée d'aujourd'hui ou plus tard demain, on vous informera de notre point de vue et de nos réserves mais aussi de nos attachements, de nos valeurs d'alternance, d'élection inclusive et participative, mais aussi à la moralisation de vie publique.

On ne peut pas permettre aux délinquants financiers qui ont ruiné le pays, qui ont mis le pays dans une situation chaotique à se balader et se parader dans les rues de Conakry comme si rien n'était.

On ne peut pas permettre aussi à ces personnes qui ont contribué de près ou de loin à assassiner des Guinéens, à persécuter des Guinéens, à emprisonner illégalement des opposants avec des obsessions démentielles que ces personnes s'associent à cette période transitoire qui consistera de mettre la Guinée sur les rails.

Vous plaidez la mise en verrou de toutes ces personnes telle que vous le dépeigner, quel est votre avis sur le sort à réserver à ces anciens dignitaires, du régime Condé qui sont convoqués aujourd'hui au palais du peuple ?

La liste est déjà élaborée et envoyée par le FNDC au niveau de toutes les institutions internationales y compris la presse. Ces personnes qui sont hors la loi, c'est des parias. La République ne peut les réserver que le sort qu'ils méritent. Toutes



les personnes qui ont contribué de près ou de loin à ensanglanter ce pays, à l'appauvrir doivent répondre devant la loi.

Ce que vous dite est un peu effrayant, vous reprochiez au régime Condé de broyer toute opposition, toute divergence même d'opinion politique. Est-ce qu'il faut se lancer aux chasses aux sorcières plus de favoriser une mise en place d'une commission d'enquête ?

Je suis juriste de profession, je suis très attaché à la procédure. Je tiens à vous rassurer que ces personnes aient droit à la dignité et à l'honneur. ... nous savons tous la merde que nous traversons, les individus mal intentionnés.

Dans leurs intentions, dans leurs obsessions de transformer une belle République en une monarchie, ces personnes doivent respecter toute la procédure pour qu'ils servent d'exemple pour des générations futures, pour que plus jamais de telles bêtises ne se produisent en Guinée.

A votre avis comment devrait s'organiser cette transition ? Comment voyez-vous la suite des événements ? Cette transition qui va se mettre

en place quel devrait être son calendrier, son agenda ?

Vous serez informé dans les heures qui suivent à travers tout un document d'orientation qui déterminera les points de vue et les perspectives très claires et la boussole qu'on remettra au patron de cette transition, à lui d'en faire bon usage. Le FNDC restera aux aguets et au moment opportun s'il devais les lignes directives..., il nous trouvera sans doute sur son chemin, c'est clair. Nous restons la sentinelle de la démocratie. Doumbouya et son équipe auront tout intérêt, la feuille de route qu'on leur remettra de marcher là-dessus au cas contraire, le FNDC sera là pour dégainer à tout moment.

Le FNDC est-il le peuple de Guinée ?

Oui ! Nous parlons au nom du peuple de Guinée qui nous a mandaté et dont nous représentons la majorité écrasante que cela plaise ou pas aux coupables.

Une synthèse
d'Alpha Amadou Diallo

L'indépendant
L'information
en toute
indépendance

Coup d'Etat en Guinée

Le RPG et ses alliés sortent du bois (déclaration)

Le RPG-arc-en-ciel et le CODEC ont assisté avec impuissance l'éviction du chef de l'État, le dimanche 5 septembre dernier. Dans une déclaration rendue publique tard la nuit de ce mardi, les désormais anciens dignitaires du régime déchu disent avoir pris acte de la situation, mais sollicitent aux nouvelles autorités à préserver l'intégrité physique et morale du Président Alpha CONDE et à sa libération sans condition.

Déclaration :

Le RPG-ARC-EN-CIEL et les partis alliés de la CODEC ont suivi de très près les événements de dimanche 5 septembre 2021 qui ont débouché sur l'avènement de nouvelles autorités à la tête du pays. Le RPG-ARC-EN-CIEL et ses Alliés de la CODEC, prennent acte de la situation de fait accompli.

A la suite d'autres voix, à travers le monde, notamment la communauté internationale, le RPG-ARC-EN-CIEL et ses Alliés de la CODEC appellent les nouvelles autorités comme elles s'y sont engagées, solennellement, à préserver l'intégrité physique et morale du Président Alpha CONDE et à procéder à sa libération rapide et sans conditions.

Le RPG-ARC-EN-CIEL et ses Alliés de la CODEC, demandent de veiller soigneusement sur la santé du Président Alpha CONDE, surtout en cette période de COVID19.

Le RPG-ARC-EN-CIEL et ses Alliés de la CODEC, souhaitent vivement le retour de notre Pays à un ordre constitutionnel normal.

Le RPG-ARC-EN-CIEL et ses Alliés de la CODEC, se réjouissent du climat de paix entre les populations et invitent chacun et tous à continuer d'y œuvrer pour le bien de tous pour un avenir radieux et solidaire de toutes les filles et de tous les fils du pays.

Enfin, Le RPG-ARC-EN-CIEL et ses Alliés de la CODEC, invitent leurs militantes, militants, sympathisants et responsables à plus que jamais resserrer les rangs pour sauvegarder les acquis, les valeurs et l'esprit de solidarité de nos différents partis.

Fait à Conakry le 7 septembre 2021

Lisez le journal numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

Transition en Guinée

« A mon avis elle doit être la plus courte possible », (Dr Ousmane Kaba)



Dr Ousmane Kaba, président du PADES, s'est lui aussi exprimé sur le coup d'État survenu en Guinée, le dimanche 05 septembre 2021, suite à l'arrestation du président Alpha Condé par le CNRD.

Bien qu'étant favorable à cette transition dans le pays, l'acteur politique souhaite qu'elle soit « la plus courte possible ».

« Oui à une transition parce que de toute façon c'est elle qui est là, mais la transition veut dire quitter un État d'exception pour aller à un État démocratique. C'est ça la transition... Il faut que tous les Guinéens se sentent partie prenante de cette transition, c'est très important.

À mon avis la transition doit être la plus courte possible, mais donnez quand-même le

temps de répondre à différentes questions de faire les changements qui sont nécessaires pour avoir des élections libres et transparentes. Généralement tout le monde pense à un délai de 18 mois, deux ans. Si c'est bien organisé ça devrait être suffisant pour mettre les conditions en place pour une bonne élection, transparente », croit-il savoir.

Poursuivant, Dr Ousmane Kaba dit être impressionné quant aux propos tenus par le chef de la junte militaire, Colonel Mamady Doumbouya.

« J'ai été favorablement impressionné par ce qu'il a dit. Donc j'ai un avis très positif sur ses premières déclarations. Ça m'a paru une très bonne chose qu'il prône l'inclusivité, qu'il prône la justice. C'est de ça les Guinéens ont soif », a-t-il fait savoir ce mardi 07 septembre dans l'émission les « Grandes Gueules » d'espace FM.

Marliatou Sall

La hiérarchie militaire fait allégeance au président du CNRD

« Ce que nous allons entreprendre dans les jours et années qui viennent... »

Lors d'une rencontre ce mardi, 7 Septembre au camp Almamy Somory Touré avec la hiérarchie militaire, le nouvel homme fort du pays, colonel Mamady Doumbouya a invité ses frères d'armes à la cohésion nationale pour une Guinée meilleure.

« Nous avons une lourde responsabilité surtout les militaires. Car le peuple attend beaucoup de nous. Cette grande responsabilité nous pousse à être sereins, à continuer de faire le travail. Le travail régalien de la république pour qu'il ait la continuité de

l'État. Nous avons tout cela sur l'épaule. Donc il est important pour nous les militaires de prendre nos responsabilités face au peuple de Guinée qui attend beaucoup de nous. Et pour ce faire, il faut le rassemblement. Il faut qu'on se donne la main. Et pour ce que nous allons entreprendre dans les jours qui viennent et dans les années qui viennent sera dans l'intérêt suprême de la nation ».



Dimanche dernier, le Groupement des forces spéciales a arrêté le président Alpha Condé, au pouvoir depuis 2010 et promis que son intégrité physique sera préservée.

Elisa Camara

Rapprochement ANAD,
UFR, PEDN et MoDeL

« Nous avons décidé de travailler main dans la main... »

(Aliou Bah)

Un éventuel rapprochement entre l'Alliance Nationale pour l'Alternance Démocratique (ANAD) et les partis politiques membres du FNDC est bel est bien partie. Les discussions entre Cellou Dalein Diallo, Sidya Touré, Lansana Kouyaté et Aliou Bah sont en cours.



Aliou Bah.

A en croire le leader du Mouvement Démocratique Libéral (MoDeL) les pourparlers qui sont ouverts n'engage pas une alliance politique encore moins une alliance électorale. « Des discussions ont été ouvertes avec l'ANAD à travers le président de l'UFDG Cellou Dalein Diallo qui représente l'entité. On a commencé les discussions sur la base de convergence. Nous avons évalué la situation ensemble et nous avons décidé de travailler main dans la main pour faire en sorte que les forces politiques en Guinée se réorganisent et qu'on essaye de continuer la bataille. Parce que les défis démocratiques nous interpellent. Nous avons créé des partis politiques pour cela, pas pour autre chose. Il ne s'agit pas d'une alliance politique encore moins d'une alliance électorale », a-t-il expliqué chez nos confrères de FIM, le mercredi 1^{er} septembre 2021.

Amadou Tidiane Ndiré

Selon ce dernier, il s'agit des formations politiques qui partagent le même souci qui consiste à dire, il ne faut pas rester bras croisés, tandis que le pays est en train de s'effondrer davantage : « Compte-tenu de la situation que chacun de nous est en train de vivre. Qu'est-ce qu'il faut faire ? Il faut juste laisser passer ou bien, il faut se réorganiser pour davantage lutter par ce qu'il s'est avéré seule la lutte peut permettre d'obtenir des résultats ? Nous sommes des acteurs politiques qui sommes autorisés à exercer nos activités ici. C'est pourquoi, ces entités qui lisent ensemble, la même manière la situation, qui ont des points de convergences en matière d'objectif se sont réunis à l'occurrence les leaders

politiques du FNDC qui sont composés de certains partis politiques qui n'ont pas encore décidé de quitter, à l'occurrence le PEDN de Lansana Kouyaté, de l'UFR de Sidya Touré et le MoDeL que je dirige ont décidé d'ouvrir des discussions sur la base d'une facilitation qui a été organisée par des Guinéens qui aiment encore la Guinée qui voudraient voir la Guinée sortir de cette situation-là », a souligné

Billet

Aller de la présidence à la prison est un sort redouté, à juste raison, par nombre de chefs d'Etat notamment ceux d'Afrique. Alors, pour conjurer ce mauvais sort, beaucoup d'entre eux choisissent de se perpétuer au pouvoir, se disant qu'il vaut mieux mourir président que d'avoir à croupir en prison. Mais l'un ou l'autre choix n'a rien d'enviable.

Walaoulou BILIVOGUI

L'ordre des avocats
de Guinée demande

« Le retour rapide à un ordre constitutionnel normal »



Le conseil de L'ordre des avocats de Guinée à travers son président, Me Djibril Kouyaté, a fait une déclaration relative à la situation socio-politique du pays, ce mardi 7 septembre.

Nous proposons ci-après la déclaration lue dans les locaux de son siège sis à Conakry.

L'ordre des avocats de Guinée suit avec une attention particulière les événements politico-militaires qui ont cours sur le territoire national.

L'ordre des avocats de Guinée rappelle qu'il s'était, en son temps insurgé contre l'adoption de la constitution qui a consacré le troisième mandat, mais que la dévolution du pouvoir ne doit résulter que d'une élection et qu'aucune force ne devrait être utilisée pour ce faire

L'ordre des avocats rappelle les limites qui doivent par ailleurs constituer les obstacles aux atteintes aux droits, à la liberté et aux principes démocratiques.

L'ordre des avocats de Guinée rappelle la nécessité impérieuse de préserver les droits et les libertés des personnes et leurs vies.

L'ordre des avocats de Guinée en appelle à l'esprit citoyen et au

bon sens patriotique de l'ensemble des acteurs et les invite à opter pour le dialogue, l'échange de sorte que l'intérêt général et celui supérieur de la nation prennent le pas sur TOUT.

L'ordre des avocats de Guinée s'engage à défendre et à préserver les droits et les libertés des populations. Il s'engage également à dénoncer toutes les attitudes attentatoires auxdits droits et libertés et à y donner les suites par les voies appropriées.

L'ordre des avocats de Guinée demande le retour rapide à un ordre constitutionnel normal.

Enfin, L'ordre des avocats de Guinée se tient à la disposition du peuple pour participer à toutes concertations qui incluront toutes les forces vives en vue d'ancrer définitivement la démocratie et la bonne gouvernance en République de Guinée.

À rappeler que cette déclaration intervient après le renversement du président Alpha Condé et la suspension de la constitution par le Comité national de rassemblement et de développement (CNRD), dirigé par le Colonel Mamady Doumbouyah.

guinee7.com

Sidya à Conakry en fin de semaine

« Le colonel Mamady Doumbouya m'a l'air très structuré. Il ne parle pas beaucoup »

Trois jours après la prise du pouvoir par les forces spéciales guinéennes, l'opposition semble se ranger derrière les putschistes. Après Cellou Dalein Diallo, Sidya Touré s'exprime aussi sur le coup de force militaire. L'opposant Sidya Touré, qui s'appête à regagner Conakry, estime lui aussi qu'il faut faire confiance au lieutenant-colonel Mamady Doumbouya et à son équipe. « Nous allons faire avec », a-t-il dit au micro de Bob Barry.

Monsieur Sidya Touré, depuis dimanche, la situation politique en Guinée évolue à une vitesse supérieure. Les militaires putschistes ont arrêté le président Alpha Condé. A l'image de vos collègues de l'opposition, est-ce que vous prenez aussi acte de la fin du régime du président Condé ?

Sidya Touré : Je crois que c'est le minimum qu'on peut faire. On s'est battu pendant des années contre ce régime-là. Moi, j'étais dans l'opposition derrière Alpha Condé, il était un espoir pour nous tous. Il faut dire la vérité, ces onze dernières années ont été extrêmement décevantes. Elles ont été accablantes et extrêmement difficiles pour les Guinéens. Donc, forcément que nous prenons acte de ce qui est arrivé en se disant que c'est une nouvelle ouverture pour notre pays.

Dans une interview accordée à la DW, le président de l'Union des forces démocratiques de Guinée, Cellou Dalein Diallo, le leader de l'UGDD dit faire confiance aux putschistes qui ont pris le pouvoir à Conakry. Faites-vous aussi confiance aux militaires qui ont renversé le président Alpha Condé ?

Il y a quelque chose de nouveau. Ce monsieur (NDLR : le lieutenant-colonel Mamady Doumbouya) m'a l'air très structuré. Il ne parle pas beaucoup – c'est déjà un avantage en Guinée. J'estime que ce qui a été fait jusque-là est suffisamment précis pour donner quand même l'impression que c'est bien ordonné, bien structuré et que nous allons vers l'avant, donc oui, je crois que nous allons faire avec, pour-

quoi pas, avec les appuis nécessaires afin d'arriver à une transition.

N'avez-vous pas de craintes face à ces militaires qui ont pris le pouvoir quand on sait qu'en 2009, le capitaine Moussa Dadis Camara, qui s'était emparé du pouvoir après la mort de Lansana Conté, a voulu s'agripper à son poste, provoquant un massacre des populations civiles à Conakry ?

Non, je crois qu'on est très loin de ça. Ces choses-là, ce sont les paranoïas que les responsables développent. Le lieutenant-colonel Mamady Doumbouya n'a pas l'air d'un paranoïaque. Quand on regarde son CV, on a l'impression que oui, c'est ce qu'il fait. Et puis, honnêtement, il n'y a pas cette ébullition qu'il y avait au temps de Dadis Camara qui était venu du fait qu'il voulait garder le pouvoir définitivement. On n'en est vraiment pas là. On est très loin.

Comme vous, beaucoup d'opposants guinéens avaient été empêchés de sortir de Guinée. Vous avez eu la chance de partir. Vous êtes en partance pour Conakry. Qu'est-ce que vous avez comme agenda en rentrant dans la capitale guinéenne ?

Je vous le dirai quand j'arriverai à Conakry en fin de semaine. Je fais ma pique anti-Covid et puis je rentre en fin de semaine à Conakry.

M. Sidya Touré, vous avez été le Haut représentant du président Alpha Condé. Est-ce que votre départ du régime était un pressentiment à ce qui s'est passé dimanche dernier à Conakry ?

Non, c'est un désaccord

profond sur ce qui était en train de se préparer. Notamment le problème d'un mandat supplémentaire dans un contexte de crise financière aiguë avec le système guinéen gangrené par la corruption. On n'en parle pas beaucoup mais la corruption a atteint des niveaux insoupçonnés. Nous avons discuté, je lui ai exposé mon point de vue, mais il n'était pas d'accord – enfin disons qu'il n'a pas réagi à tout cela pendant dix-huit mois -, et j'ai décidé de partir.

Les nouvelles autorités ont annoncé la mise en place d'un gouvernement de transition après des



consultations nationales. Seriez-vous disposé à faire partie de ce gouvernement de transition ?

Si je comprends bien, nous avons déjà fait de transition en Guinée, les chefs de partis ne font pas partie de ce genre de structure. Donc, je pense que ce n'est pas mon cas.

Seulement le fait que c'est réservé à ceux qui ne veulent pas être candidat aux prochaines élections.

Vous enverrez quand même des représentants, peut-être de votre parti.

Je verrai tout ça quand je serai rentré à Conakry.

In mediaguinee.com
partenaire de DW

Bogola Haba au sortir de la maison centrale

« Maintenant que Alpha Condé est parti, il faut ouvrir le dialogue »

Au sortir de la maison centrale ce mardi 07 septembre 2021, c'est un Keamo Bogola Haba, président d'honneur de l'UGDD et membre de l'ANAD, très fier et content, qui s'est exprimé devant la presse.

Keamo Bogola Haba qui s'est d'ailleurs autoproclamé le tout dernier prisonnier d'Alpha Condé, estime qu'ils avaient raison de ne pas participer au dialogue.

Maintenant, précise-t-il, l'ouverture d'un dialogue est nécessaire ce responsable de l'ANAD

« Nous avons dit qu'on ne partira pas dialoguer avec monsieur Alpha Condé. Et la

mission a été accomplie. Donc, ce qui nous reste à faire, maintenant que monsieur Alpha Condé est parti, c'est d'ouvrir rapidement le dialogue. La question qui va se poser est : est-ce que nous allons installer Cellou Dalein qui a gagné les élections ou est-ce que Cellou Dalein va céder ? Dans ce cas, à quelles conditions il va céder cette victoire pour une transition courte ? Voilà les questions qui nous restent ? », a-



t-il dit.

Aïssata Barry et Saïdou Barry

Le 23 mars 2013, notre confrère
Abdoulaye Condé publiait cet article

« Si le PDG et le PUP n'ont pas survécu à la mort du président Ahmed Sékou Touré et du général Conté, le RPG risque lui de mourir du vivant du président Alpha »

Les derniers événements sanglants du pays et leur gestion dénotent l'impuissance de l'état et la fragilité politique du président Alpha Condé. La fracture avec ses partenaires du second tour de la présidentielle et le manque de résultats significatifs sur la vie des populations mettent l'ancien candidat de l'Alliance Arc-en-ciel dans l'inconfortable position d'un mammifère sans pattes.

Alpha Condé - L'autoflagellation

En mai 2005, en prélude aux élections communales de juin 2005, les discussions sur la signature d'un accord électoral global entre leaders de partis d'opposition regroupés dans le FRAD (Front pour l'Alternance Démocratique) tombent dans l'impasse. Face à ses alliés de l'époque, Sidya Touré de l'UFR et Jean Marie Doré de l'UPG au domicile-siège de ce dernier à Donka, le président du RPG, Alpha Condé, sèchement et fermement, clos le débat et exécute l'alliance par cette auto-évaluation politique : " Je peux remporter seul les 38 communes de la Guinée". Cette courte phrase résume toute la complexité de l'ancien président de la FEANF. Elle est très expressive quant à la lecture personnelle et politique que le président Alpha Condé se fait de lui-même.

Depuis toujours, il s'estime largement au-dessus de tous les leaders de partis guinéens et de la plupart des hommes politiques africains. Ne pas tenir compte de cette perception personnelle qui l'habite, c'est généralement botter en touche, à chaque fois qu'on est amené à évoquer Alpha Condé ou à interpréter ses prises de position, propos, actes ou actions. Il se croit fait pour gouverner et considère les autres leaders de partis guinéens comme des marionnettes fabriquées les unes après les autres pour uniquement s'opposer à son irrés-



sistible ascension vers le pouvoir, "mais, martelait-il, on ne peut empêcher le soleil de se lever avec les cinq doigts". Mansour Kaba, expressément indexé d'avoir "osé créer le parti Dyama et porter la contradiction au RPG" et systématiquement combattu en Haute Guinée, était un symbole de ce "complot" mais pas le seul.

Le président du RPG n'a pas non plus admis le statut de leader du président de l'ARENA (un parti agréé presque au même moment que le RPG en 1992), encore moins celui de ministre de Sékou Koureissy Condé quand ce dernier a été promu chef du département de la sécurité en octobre 1997. L'un et l'autre ont eu droit à des traitements pour le

moins sentencieux de la part d'Alpha Condé et de ses lieutenants qui ont développé contre ces deux leaders des philippiques particulièrement épiques.

Mais, soyons honnêtes et reconnaissons que contrairement aux critiques de l'époque le qualifiant du "nouvel empereur du Mandingue" et limitant son influence politique sur la zone de la savane, Alpha Condé a toujours revendiqué une emprise nationale allant de Boké, sa ville natale, à Yomou, l'une des premières villes de clandestinité du MND-RPG. "Même le parti de Jean Marie Doré, confie-t-il en

1992, c'est contre moi". Comme Mansour Kaba ou Sékou Koureissy Condé, dans le Mandingue, l'UPG et Jean Marie Doré, en Guinée forestière étaient rangés dans la catégorie des chargés du sale boulot contre Alpha Condé et le RPG après la légalisation des partis politiques. Près de 20 ans après cette légalisation des partis politiques, sa position n'a guère évolué. Leader de toujours, il a ainsi tancé Kassory Fofana d'avoir créé un parti, la GPT (Guinée Pour Tous) et surtout d'avoir fait acte de candidature à la présidentielle de juin 2010. Les rapports n'ont pas toujours été faciles avec François Fall, Ousmane Kaba, Hadja Saran Daraba (fondus aujourd'hui dans le RPG-Arc-en-ciel) ou Mamady Diawara, (préférant placer son PTS au service du régime que de le dissoudre dans le nouveau parti). Pour avoir appartenu à des gouvernements du régime défunt ou été sous les ordres du général Conté, fondé des partis et s'être présentés à la présidentielle de 2010, l'envers du décor n'est pas forcément rose avec ces personnalités. Quant à Sidya Touré, son avènement à la tête de l'UFR en mai 2000, a été interprété comme un "putsch politique dirigé contre Alpha Condé" purgeant à l'époque à la maison d'arrêt de Conakry une peine de 5 ans d'emprisonnement ferme.

Lansana Kouyaté, pour la nomination duquel à la primature en 2007, Alpha Condé jure avoir "dépensé deux millions (2.000.000) d'euros", est également qualifié de

"traître qui a profité de sa position de chef du gouvernement d'un président grabataire pour vouloir abattre le RPG et asseoir sa base politique".

C'est bien avec ce sentiment sur les uns et les autres que l'opposant historique signe, au passage, avec ce gotha d'ennemis politiques intimes des accords "tactiques et stratégiques" dont bon nombre ne font rêver que ceux qui ont lu ou récité tout le contenu des conventions. Pour le candidat dont les yeux n'étaient rivés que sur le fauteuil du palais, seul le premier point lui apportant le soutien ou le ralliement de l'autre signataire comptait. Convaincu de sa prédestination, il se persuade aussi que ces alliés du second tour le rejoignent par calculs, parce que sa victoire, croit-il, était dessinée, « quand ta main est dans la main de DIEU, aime-t-il dire, tu n'as rien à craindre ». Une certitude si ancrée que même les anciens dignitaires recyclés du régime Conté applaudissent le président du RPG quand il proclame avoir gagné tous les scrutins présidentiels organisés en Guinée depuis décembre 1993. Le faible score du premier tour de la présidentielle de juin 2010 serait le fait du dévoilement des représentants de ses adversaires à la CENI. Bref, pour le président Alpha Condé, son avènement à la présidence de la République est une logique, un droit que nul n'a construit mais que des "mauvais esprits", comme sous le règne du président Conté, pouvaient encore retarder

(Suite à la page 4)

Le 23 mars 2013, notre confrère
Abdoulaye Condé publiait cet article

« Si le PDG et le PUP n'ont pas survécu à la mort du président Ahmed Sékou Touré et du général Conté, le RPG risque lui de mourir du vivant du président Alpha »

ou contrarier. Surtout avec un surprenant et désespérant résultat de 18% obtenu au 1er tour de la présidentielle. L'un activant l'autre, d'où ces alliances multiples nouées dans tous les sens. Mais, passer l'étape de la proclamation des résultats par la Cour Suprême, surtout celle de l'investiture, installé désormais dans son fauteuil et fidèle à l'idée qu'il se fait de sa "suprématie historique", le président Alpha Condé entame le processus d'autoflagellation. Cette autoflagellation du nouveau président de la République commence, en effet, par la signature de l'arrêt de mort de l'Alliance Arc-en-ciel, tout au moins dans sa forme partenariale égalitaire entre partis et leaders fondateurs. Dorénavant, les alliés d'hier, qui au demeurant n'ont été pris tels que le temps d'une campagne incertaine, doivent fondre dans le RPG-Arc-en-ciel. De toute façon, après l'orage de l'entre-deux tours, on les estime ni utiles ni dangereux pour Alpha Condé. Et c'est l'acte sinon le crime politique qu'il fallait bien se garder de commettre. Il est à l'origine de toutes les difficultés actuelles du président Alpha Condé. "Quand l'éléphant, enseigne le proverbe, se prive de ses défenses, il devient une proie facile même pour le petit écureuil". C'est ce qui semble être aujourd'hui la réalité présidentielle d'Alpha Condé attaqué, offensé et même injurié par n'importe quel myrmidon de la politique sans qu'aucun dignitaire de son régime ne daigne réagir. D'ailleurs, le président Alpha Condé, faute d'appuis solides, a été, depuis le début de son quinquennat et sur tous les sujets de désaccords, toujours contraint au recul face à ses adversaires. Recul sur le recensement au profit de la révision que la loi et l'opposition réclamaient ; recul sur le départ de

Louency Camara et la reconstitution de la CENI qu'exigeaient le collectif et l'ADP ; recul sur tous les chronogrammes proposés par la CENI et rejeté par les adversaires du président Alpha Condé etc. De recul en fuite, les derniers événements sanglants marquent la fragilisation totale du régime qui, au grand dam des victimes de tous les côtés et des fanatiques de l'état de droit, pousse la démission jusqu'à l'abandon de la procédure judiciaire annoncée pour faire la lumière sur les pertes en vies humaines, les blessures et les dégâts causés lors des derniers événements. Après tant de signes de faiblesses du pouvoir pourquoi, s'interroge l'opposition revigorée par toutes ces victoires, s'arrêter en si bon chemin alors que la résiliation du contrat et le départ du couple Waymark – Sabari -Technologie ainsi que le droit de vote des guinéens établis à l'étranger sont à portée de main ?

L'opposition a le vent en poupe et se sent en position de dicter ses règles. Jamais, le président Alpha Condé, dans son long combat politique, n'a été si seul, si faible et si voué à ses adversaires. Mais, la première responsabilité de cet inconfort lui est imputable. En croyant pouvoir tout, il s'est donné le gouvernement le plus faible de l'histoire de la Guinée. A commencer par le premier des ministres, Mohamed Said Fofana qui, a beau être dévoué et sympathique, sans relations internationales ni expériences et connaissances économiques et de négociateurs, n'est pas l'homme de la situation capable de relever le pays des affres et défis de plus d'un quart de siècle de mauvaise gouvernance, vols, pillages et détournements. Le président Alpha Condé, pour un départ et face à la complexité des problèmes, avait besoin

d'un gouvernement limité et réservé à des compétences de chaque secteur. L'Alliance Arc-en-ciel qui l'a portée au pouvoir devait jouer les premiers rôles et s'ouvrir aux partenaires politiques de l'adversaire du président élu. Le professeur Alpha Condé, probablement n'a pas interrogé l'histoire lointaine et récente de la Guinée et de l'Afrique en prenant les rênes du pays.

En 1958, le leadership du président Ahmed Sékou Touré et la force électorale du PDG étaient incontestables. Mais, le premier président guinéen (qui soit dit en

passant a été démocratiquement élu à l'époque) aussi puissant qu'il était a tendu la main à ses rivaux et adversaires et formé un gouvernement issu de l'élite représentative des réalités politiques et sociologiques de la Guinée de l'époque. La gestion des rapports personnels, les rivalités claniques et leurs conséquences sanglantes et douloureuses sont une autre histoire. Mais, le président Sékou Touré, malgré le faible niveau d'instruction dont il était crédité, comprenait déjà l'impossibilité de gouverner la Guinée en laissant à l'écart ou sans tenir compte des éminences grises de

haut niveau comme les fondateurs du BAG et des autres partis opposés au PDG-RDA. Il n'était pas question, avec la réalité de l'exercice du pouvoir, de laisser germer les graines d'une inévitable opposition. La tactique du responsable suprême de la révolution depuis n'a pas varié : Gouvernement, détention ou exil.

Le 03 avril 1984, le colonel Lansana Conté, conscient de ses limites et faiblesses, et pour éviter les adversités, forma un gouvernement dans lequel s'engouffrèrent toutes les élites

(Suite à la page 12)

Abdoulaye Bah enfin libre

« C'est une épreuve dans ma vie et j'ai été aidé par mon Dieu »

Libéré aux environs de 18 h 45 minutes ce mardi 07 septembre 2021, l'ancien président de la délégation spéciale de Kindia a prononcé ses premiers mots. Abdoulaye Bah a remercié le Colonel Mamady Doumbouya, qui l'a libéré, lui et les autres détenus politiques.

« Nous rendons grâce et nous remercions le peuple de Guinée et les médias. Nous sommes libres aujourd'hui et nous remercions le Colonel Mamady Doumbouya avec l'ensemble des membres du comité national de rassemblement et du développement. C'est une nouvelle naissance quand on quitte la prison. C'est une joie d'être parmi les siens et nous sommes extrêmement contents et les mots me manquent pour m'exprimer.



Je n'ai aucune haine, je suis un croyant et pratiquant. J'estime que c'est une épreuve dans ma vie et j'ai été aidé par mon Dieu. C'est pourquoi je n'ai une haine contre personne. Au contraire, je demande au peuple de Guinée d'être uni, de s'accepter et d'être des frères. Nous voulons une Guinée

apaisée... Nous allons exercer la politique dans le cadre du règlement et des lois guinéennes et nous allons être utiles parce que les hommes passent mais la nation reste...», s'est-il exprimé à sa sortie de la maison centrale de Conakry.

Mosaïqueguinee.com

Santé... Santé... Santé...

**Symptômes Covid (variant Delta) :
durée, que faire si on est vacciné ?***(Suite et fin)*

mettre en place une oxygénothérapie. Le traitement peut alors être poursuivi pendant quelques semaines à quelques mois. En savoir plus sur l'oxygénothérapie à domicile.

=> Dans tous les cas, si votre état s'aggrave, que vous avez du mal à respirer, contactez le 15.

Quels sont les signes d'aggravation ?

Votre test est positif ? Isolez-vous et soignez-vous chez vous, jusqu'à ce que les symptômes disparaissent (7 jours minimum). Dans la majorité des cas, les formes sont bénignes et guérissent avec le repos. Toutefois, pendant votre isolement, soyez attentif à tout signe d'aggravation.

3 paramètres doivent être surveillés quotidiennement :

- **Fréquence cardiaque.** Elle est en moyenne autour de 60. Si le chiffre est au-dessus de 120, c'est le signe que la fréquence cardiaque augmente fortement (tachycardie). Pour la mesurer, prendre le poux sur 15 secondes, puis multiplier par 4 pour l'avoir sur 1 minute.

- **Température.** Elle doit rester autour de 38°C.

- **Saturation en oxygène.** C'est le pourcentage d'oxygène dans le sang. Si vous n'avez pas de saturomètre, comptez jusqu'à 20, si vous arrivez à 20 sans difficulté, c'est que vous êtes à 100% d'oxygène dans le sang, tout est normal. En revanche, si vous êtes essoufflé en comptant, c'est que vous êtes en-dessous de 80%. Autre moyen de savoir : si vous avez du mal à respirer alors que vous êtes en train de parler au repos, c'est que vous manquez d'oxygène.

Si l'un ou plusieurs de ces paramètres sont anormaux, **appelez le SAMU (15)**.

Quels sont les symptômes du coronavirus chez l'enfant ?

Depuis le début de

l'épidémie, les enfants et adolescents, semblent relativement épargnés. Les scientifiques évoquent une infection virale «paucisymptomatique» - c'est-à-dire avec des symptômes très peu marqués. Selon une étude publiée dans le JAMA, le 24 février, on comptait «seulement» 2 % d'enfants et d'adolescents âgés de moins de 19 ans, parmi les cas recensés en Chine. Par ailleurs, les tableaux les plus sévères sont observés chez les personnes âgées et avec des comorbidités.

Les symptômes dermatologiques du coronavirus (urticaire, rougeurs, orteils covid...)

Le Syndicat national des dermatologues-vénérologues tirait la sonnette d'alarme via un communiqué de presse en avril. Un groupe WhatsApp de plus de 400 dermatologues avait en effet mis en évidence des symptômes dermatologiques, associées ou non à des signes de Covid. «Il s'agit d'acrosyndromes (aspect de pseudo-engelures des extrémités), apparition subite de rougeurs persistantes parfois douloureuses et des lésions d'urticaire passagère.» Ils notent que pour les patients qui ont des problèmes cutanés de ce type, il est nécessaire de consulter un dermatologue (téléconsultation ou autre), «afin de s'assurer que celles-ci sont associées à un syndrome Covid+». Des lésions de ce type, touchant en particulier les orteils, ont d'ailleurs été remarquées chez les enfants, en France mais aussi en Espagne.

Conjonctivite

Dès le 6 mars, l'Académie américaine d'ophtalmologie (AAO) avait lancé une alerte vers les professionnels : les patients qui consultent pour une conjonctivite pourraient être atteints du coronavirus. Une étude chinoise publiée dans le Journal of medical virology suggérait que le coronavirus



peut infecter la conjonctive et que des particules virales sont présentes dans les sécrétions oculaires. Même si ce symptôme n'est pas officiellement répertorié, par précaution mieux ne vaut pas se toucher ses yeux après avoir touché un objet potentiellement souillé ou après avoir touché une personne infectée.

Coronavirus : la liste des personnes à risque

Le virus touche toutes les classes d'âges, y compris les plus jeunes, chez qui on constate aussi des complications ou des formes graves. Mais, l'infection n'a pas les mêmes conséquences chez tous les individus. Selon notre immunité, notre âge, nos pathologies associées, notre corps ne réagit pas toujours de la même manière au virus. Les plus fragiles sont considérées comme «personnes à risques». L'infection au COVID-19 entraîne des décès **surtout chez les personnes âgées et les plus fragiles, présentant des pathologies pré-existantes** :

- les + de 60 ans représentent environ 90% des décès,

- les + de 70 ans représentent environ 80% des décès,

- les + de 80 ans représentent environ 60% des décès.

Les cas les plus sévères semblent concerner à ce jour principalement des personnes vulnérables en raison de leur âge ou de maladies as-

sociées. Dans ces cas-là, le patient peut être atteint d'un **syndrome de détresse respiratoire aiguë**, d'une insuffisance rénale aiguë, voire d'une défaillance multi-viscérale pouvant entraîner le décès.

La liste des personnes à risque :

- Les personnes de plus de 65 ans

- Les personnes avec une maladie chronique (diabète, hypertension, maladie cardiaque, maladie respiratoire, maladie rénale, maladie hématologique...).

- Les personnes présentant une obésité (**IMC > 30**)

- Les personnes avec une immunodépression

- Les personnes présentant un syndrome drépanocytaire majeur ou ayant un antécédent de splénectomie

- Les femmes enceintes au 3e trimestre de la grossesse

Coronavirus et diabète: les diabétiques de type 1 ou 2 seraient plus à risque, en raison de «l'élévation permanente de la glycémie» pouvant «altérer le système immunitaire», explique l'association française des diabétiques. De même qu'à l'inverse, les infections peuvent déséquilibrer la glycémie et/ou aggraver certaines complications du diabète déjà présentes.

Coronavirus et surpoids: «l'obésité d'une part, et même le surpoids» peuvent être un facteur de

risque d'infection sévère au coronavirus. Selon le registre national des formes graves de coronavirus (données de 2000 patients malades), 83% sont en surpoids ou obèses avec souvent un diabète ou une hypertension.

Coronavirus et femmes enceintes: en l'état actuel des connaissances, les femmes enceintes sont de manière générale des sujets fragiles et qui nécessitent une grande attention. Par précaution, le Haut Conseil de Santé Publique a classé les **femmes enceintes à partir du 3e trimestre comme personnes à risque**. Elles doivent être vigilantes, respecter minutieusement les gestes barrières et rester confinées. Lire aussi Covid et grossesse : les réponses à vos questions.

Coronavirus et asthme: les personnes asthmatiques font partie des personnes à risque, toutefois inutile de paniquer, ainsi que le confirme l'association Asthme et allergies: «les personnes asthmatiques n'ont pas plus de risques d'être contaminées par le coronavirus Covid-19 que le reste de la population (à condition que l'asthme soit bien contrôlé)», en revanche, nuance-t-elle, elles ont «davantage de risques de développer des complications respiratoires en cas de contamination». **Attention !** Suite à l'alerte du ministère de la Santé, concernant les anti-inflammatoires à remplacer par du paracétamol en cas de symptômes (mal de gorge, fièvre...), les asthmatiques ne doivent pas arrêter leur traitement ! La prise de corticoïdes inhalés n'est pas à risque. Quant aux corticoïdes en comprimés, «la dose minimale pour contrôler l'asthme doit être poursuivie, selon les conseils de votre médecin.»

Coronavirus et cancer : conseils et précautions pendant les traitements.

Sources :
Ministère de la Santé / Institut Pasteur / OMS / Interview (2 octobre) du Dr Jacques Battistoni (Président MG France).

Le 23 mars 2013, notre confrère
Abdoulaye Condé publiait cet article

« Si le PDG et le PUP n'ont pas survécu à la mort du président Ahmed Sékou Touré et du général Conté, le RPG risque lui de mourir du vivant du président Alpha »

militaires de l'époque. Passer le moment du doute et ayant pris assurance, il se mit à "couper les branches pourries" avec le limogeage et la neutralisation de plusieurs militaires membres du gouvernement pour asseoir son autorité et son pouvoir. Et après la légalisation des partis politiques, le président Conté théoriquement avait beaucoup d'opposants, mais dans les faits seul justement le président du RPG, Alpha Condé était son adversaire, puisqu'il avait avec Jean Marie Doré, Bâ Mamadou, malgré l'éloquence des deux dans la critique contre son régime, des rapports discrets de complicité politique.

Tout près de la Guinée, en Côte d'Ivoire, le président Allassane Ouattara gouverne aujourd'hui son pays avec ceux qui sont à l'origine des épreuves les plus dures de sa vie. Pas simplement par amour du pardon ou de la paix, mais surtout par nécessité politique et sociologique d'autant que le président du RDR est conscient de l'impossibilité pour son parti de gouverner seul dans le contexte national et international actuel et de pouvoir résister à la double adversité du FPI et du PDCI, deux partis qui lui ont créé tant d'ennuis. Au Sénégal, le président Macky Sall gouverne avec une large coalition de partis parfois hétérogènes dont l'APR de Moustapha Niassé, président de l'Assemblée et ami d'Alpha Condé.

L'actuel président du Niger, Mahamane Issoufou était simple candidat déclaré présent dans la salle du palais du peuple à l'investiture du président Alpha Condé. Tout comme le sénégalais et l'ivoirien, il préside avec la coalition qui l'a portée au pouvoir.

Alors que les trois présidents cités, élus et investis, après lui ont installé toutes

les institutions politiques de leurs pays et bénéficient de l'aide et de la coopération avec les bailleurs de fonds, le président guinéen, à l'orée de la troisième année de son investiture, s'enlise dans les crises politiques. En été 2012, les présidents ivoirien, sénégalais et nigérien ont été officiellement reçus au palais de l'Élysée à Paris par le président François Hollande et en sont sortis chacun avec des enveloppes d'aides budgétaires de plusieurs centaines de millions d'euros pour chacun. Au même moment, le président Alpha Condé, en provenance d'Asie et en escale dans la capitale française, a été lui aussi reçu par le nouveau président français non pas à titre officiel mais privé et en est sorti avec une promesse d'aide budgétaire de 5 millions d'euros conditionnée à la tenue des élections législatives transparentes. Le décaissement des montants de l'enveloppe du 10e FED ou de ce qui en reste est également lié à la tenue des législatives. Affaibli, sans alliés significatifs sur la scène nationale, le président Alpha Condé peine à obtenir un chronogramme consensuel. L'opposition ne semble avoir aucun intérêt à l'aider à sortir de ce borbier dans lequel il s'est enfoncé. A cet égard, il est curieux de constater que le président ivoirien dont il est le "Conseiller politique" profite mieux, avec une croissance prévisionnelle de 9% en 2013 pour la Côte d'Ivoire, des conseils du président guinéen que la Guinée.

Le président Alpha Condé a du caractère, mais a manqué de dextérité en commençant par rompre ses propres ressorts politiques. Aimer ou non Lansana Kouyaté, Kassory Fofana, Jean Marie Doré, Sidya Touré, Abé Sylla etc., ils sont la réalité de la classe politique guinéenne

d'aujourd'hui. Ce ne sont pas des saints, ils sont reprochables à maints égards dans leurs gestions, mais ils sont présents sur le terrain et écoutés. Avoir tout ce monde sur le dos, à tort ou à raison, il est difficile sinon impossible de s'en sortir. C'est de l'autoflagellation. Et les lieutenants du président Alpha Condé comme Moustapha Naité et d'autres font une mauvaise lecture et se trompent en pensant que ces leaders politiques manipulent le président de l'UFDG, Cellou Dalein Diallo.

Au contraire, c'est bien Cellou Dalein Diallo, le challenger d'Alpha Condé, qui a besoin de ces hommes politiques pour construire autour de lui, l'Alliance que le président de la République perd. Mieux que quiconque, Cellou Dalein Diallo, 44% au premier tour de la présiden-

tielle, mesure tout le poids d'une telle Alliance dans son échec au second tour. Dorénavant, il consent à tous les sacrifices pour éviter une mobilisation de l'ampleur de celle de 2010 contre lui. Avec tous ces leaders dans l'opposition, le président de la République se monocole et celui de l'UFDG a reconstitué l'Arc-en-ciel autour de lui. Même Hitler n'a perdu la deuxième guerre mondiale qu'après s'être attaqué à tout le monde.

Dans un pays où le militantisme répond d'abord au seul critère ethnique, Cellou Dalein Diallo a besoin de tous ces leaders pour exister, briser la peur, se défaire de la mollesse que l'aile dure de l'UFDG lui reproche et paraître comme l'incarnation de l'opposition extrême que ses militants revendiquent contre le régime d'Alpha

Condé. Prisonnier de cette ligne, Cellou Dalein Diallo, l'agneau politique, est malheureusement condamné à fournir tous les jours, les preuves de sa fermeté face à Alpha Condé sinon à se faire éjecter de la présidence du parti par le courant radical de Bah Oury. A moins de s'engager noir sur blanc à céder le pouvoir à Cellou Dalein Diallo, Alpha Condé n'est en mesure de conclure aucun autre accord avec le leader de l'UFDG pour qui, il faut rappeler, tout compromis avec le régime guinéen aura valeur de compromission. Désormais, et avec tous les autres leaders dans la rue, le combat du président de l'UFDG n'a plus l'allure ethnique qui a souffert de la mobilisation générale de 2010. A contrario, il ressort de la lecture des der-

(Suite à la page 14)

Ismaël Condé après sa sortie de prison

« Nous demandons au peuple de pardonner »

En détention depuis 12 mois à la maison centrale, le premier vice-maire de Matam a livré ses premiers sentiments à sa sortie de prison dans la soirée de ce mardi 07 septembre 2021. L'ancien transfuge du parti au pouvoir a remercié ses libérateurs et invité les guinéens au pardon.

« on savait tous ce qui se passait. Franchement les mots nous manquent énormément. Nous remercions le peuple pour tout qu'ils ont fait et merci à l'armée aussi. Nous demandons au peuple de Guinée de pardonner », a-t-il lancé.

Aïssata Barry et Saïdou Barry



Le 23 mars 2013, notre confrère
Abdoulaye Condé publiait cet article

« Si le PDG et le PUP n'ont pas survécu à la mort du président Ahmed Sékou Touré et du général Conté, le RPG risque lui de mourir du vivant du président Alpha »

niers événements, qu'un front se constitue contre les soutiens jusqu'aboutissements du président de la République sinon contre sa communauté.

Le manque de résultats visibles ne facilite pas la compréhension d'un président qui a promis de "rattraper en 5 ans, le retard des 50 ans d'indépendance". Dans le domaine de l'électricité qui a été exprimé comme la plus forte attente des guinéens, les populations ne pardonnent pas que Conakry, plus de deux ans après les espoirs nourris avec Alpha Condé, s'enfonce davantage dans l'obscurité. Pourtant, des moyens ont été dégagés par le président de la République. Mais, à eux seuls, les moyens ne suffisent point. La coordination générale installée à l'EDG ne semble pas être qualifiée ou compétente pour relever ce défi qui aurait

politiquement profité à Alpha Condé. Là également, le président Alpha Condé s'est auto flagellé en faisant confiance à une équipe dont le niveau intellectuel et technique est trop limité pour une telle priorité. A commencer par le premier responsable, dit le coordonnateur général, fou du petit écran, qui parle français comme les vaches espagnoles. Le chômage endémique des jeunes, l'insécurité galopante, la cherté de la vie, les graves accusations proférées à longueur de journée contre le régime et l'entourage proche du président comme sur les causes de la fermeture de l'usine de FRIGUIA, l'inactivité de SOTELGUI, le gel des activités de Rio Tinto sont tant de mauvaises nouvelles pour un régime porté par le désir du changement. Ils constituent quelques thèmes des campagnes que ses opposants mènent contre la gouvernance Alpha Condé

dont l'un des cas d'autoflagellation fut l'acte officiel de nomination de son fils Mohammed Condé à ses côtés. Un fils au centre des accusations parfois fantaisistes mais salissantes pour l'image de propreté revendiquée par le président de la République. L'argument de compétence avancé pour expliquer cette nomination souffre sous le poids de multiples critiques formulées contre Mohammed Condé. Sur ce point également, le président de la République n'a pas écouté l'actualité et l'histoire. Depuis toujours, la nomination des fils ont toujours eu des effets négatifs pour leurs pères chefs d'état. Les ennuis actuels de Karim Wade, sommé de justifier plus d'un milliard d'euros de biens et interdit de quitter le territoire sénégalais, qui défraie aujourd'hui la chronique en est l'une des illustrations. Mais, Karim Wade, dont la propulsion forcée et arro-

gante sur la scène explique en grande partie la coalition générale contre le président Abdoulaye Wade, n'est pas le seul exemple instructif. Bien avant lui, le fils du président François Mitterrand, Christophe Mitterrand, nommé conseiller à l'Elysée pour les affaires africaines dans les années 80-90, a fini par séjourner en prison. Le fils du président équato-guinéen, confronté à la justice internationale, celui de l'ancien guide libyen, pour les affaires africaines, détenu depuis la chute et l'assassinat de son père sont aujourd'hui victimes de leur implication dans la vie politique de leurs pays.

Le président de la République a beau se défendre en accusant ses adversaires actuels d'être les responsables de l'état décadent du pays, il n'est pas audible. Cette défense n'est pas efficace pour deux raisons :

aucun audit n'a été mené depuis son arrivée au pouvoir par Alpha Condé pour situer les responsabilités des uns et des autres ; les guinéens, confrontés aux épreuves du quotidien, ont oublié le passé. Ils ont des besoins, ils s'attendent à des solutions concrètes et non à des accusations indigestes.

Mais, Alpha Condé, en difficulté et menacé, n'est pas encore politiquement mort. Il lui suffit simplement de trouver le médecin approprié. Cependant, le risque scénario catastrophe de Moussa 3 Bayault Camara, ancien secrétaire permanent du RPG, pronostiquant : « Si le PDG et le PUP n'ont pas survécu à la mort du président Ahmed Sékou Touré et du général Lansana Conté, le RPG risque lui de mourir du vivant du président Alpha Condé » existe.

*Abdoulaye Condé, fondateur de
"La Nouvelle Tribune"*

Vaccins anti-Covid-19

L'Afrique toujours à la traîne

Huit pays africains sur dix risquent de ne pas atteindre l'objectif fixé pour la vaccination contre la Covid-19, selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).



L'Afrique est sur le point de manquer l'objectif à caractère urgent fixé au niveau mondial en termes de vaccination. Celui-ci consiste à vacciner 10 % des groupes

les plus vulnérables contre la pandémie dans chaque pays avant la fin du mois de septembre.

Mais de nouvelles don-

nées recueillies par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) indiquent que seuls 39 millions de personnes, soit à peine 3% de la population totale du continent, ont été entièrement vaccinées.

Et si le rythme actuel d'expédition de vaccins et de vaccination se maintient, prévient l'Oms, 42 des 54 pays d'Afrique, soit près de 80 % du total, risquent donc de ne pas atteindre l'objectif fixé pour la vaccination contre la maladie.

Neuf pays africains parmi les plus affectés comme l'Afrique du Sud, le Maroc et

la Tunisie ont déjà atteint l'objectif mondial de vaccination fixé en mai par l'Assemblée mondiale de la Santé, l'organe décisionnel suprême de l'OMS.

Trois autres pays africains sont en bonne voie pour atteindre l'objectif, estime l'organisme onusien, ajoutant que deux autres pourraient y parvenir s'ils augmentent le rythme d'inoculation du liquide précieux.

« L'accaparement des vaccins a retardé l'Afrique et nous avons besoin de toute urgence d'un nombre accru de vaccins », a déclaré la

Directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, Dr Matshidiso Moeti lors d'une conférence de presse virtuelle.

« Cependant, poursuit-elle, à mesure que de nouvelles doses arrivent, les pays africains doivent accentuer leurs efforts et veiller à la mise en œuvre de plans explicites qui permettent de vacciner sans tarder les millions de personnes qui restent confrontées à la grave menace de la Covid-19 ».

Près de 21 millions de doses de vaccins anti-Covid-

(Suite à la page 15)

Vaccins anti-Covid-19

L'Afrique toujours à la traîne

19 sont arrivées en Afrique au cours du mois d'août par le canal du Mécanisme Covax, soit autant que le nombre de doses réceptionnées par le continent sur l'ensemble des quatre mois précédents.

En tenant compte des vaccins qui devraient être livrés par le Covax et l'Union africaine d'ici à la fin du mois de septembre, l'Afrique pourrait recevoir suffisamment de doses pour atteindre la cible de 10 %.

Au total, plus de 143 millions de doses ont été reçues en Afrique, où 39 millions de personnes, soit à peine 3 % de la population, sont entièrement vaccinées. En comparaison, 52 % de la population est entièrement vaccinée aux États-Unis d'Amérique et 57 % de la population est entièrement vaccinée dans l'Union européenne.

« L'iniquité est extrêmement troublante. Seulement 2 % des plus de cinq milliards de doses administrées dans le monde l'ont été en Afrique. Cependant, les récentes augmentations d'expéditions de vaccins et les engagements de plus en plus nombreux sont bien la preuve qu'une distribution plus équitable et plus juste des vaccins à l'échelle mondiale est possible », a souligné Dr Moeti.

Les pays doivent

continuer à combler les lacunes opérationnelles et dans le même temps, améliorer, adapter et affiner en permanence leurs campagnes de vaccination contre la Covid-19, exhorte l'Organisation mondiale de la Santé.

Car, sur les 30 pays qui ont communiqué à l'OMS des données relatives à leur capacité opérationnelle, souligne-t-elle, quinze n'ont pas procédé à des examens de l'action en cours, qui sont pourtant essentiels pour évaluer et optimiser les progrès. Un pays sur trois n'a pas actualisé son plan national de déploiement des vaccins, qui définit les orientations afférentes aux activités de vaccination contre la Covid-19 dans chaque pays.

Le nombre de cas de Covid-19 est en légère baisse en Afrique, mais reste obstinément élevé. Le nombre de nouvelles infections en Afrique centrale, en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest a augmenté pour passer à près de 215.000 au cours de la semaine qui s'est achevée le 29 août.

Vingt-cinq pays, soit plus de 45 % des pays africains, signalent un nombre de cas élevé ou en augmentation rapide. Plus de 5.500 décès ont été notifiés au cours de la semaine qui a pris fin le 29 août.

Source : APAnews

Il y a deux ans l'ancien avocat d'Alpha Condé s'adressait à lui

« Ne rajoutez pas à la témérité, l'arrogance et le dédain ! » (Lettre ouverte)



Monsieur le Président,
Cher Alpha,

Depuis l'annonce de votre initiative de réforme constitutionnelle, une énorme suspicion entoure cette initiative et nombreux sont ceux, Guinéens ou autres citoyens du continent, qui vous accusent de vouloir poursuivre le dessein funeste d'un troisième mandat, et ce en violation de tous les engagements.

Au fur et à mesure que le terme de votre second et dernier mandat approche, votre velléité de briguer un troisième mandat apparaît. Il transcende encore plus nettement, contre le gré de nombreux Guinéens plutôt déterminés à se dresser contre ce qui leur apparaît comme une violation inattendue et inacceptable des règles qui vous lient à la Guinée.

Cela est une évidence depuis votre annonce de coupler élections législatives et révision constitutionnelle via référendum. Plus personne ne doute de votre volonté de briguer un troisième mandat.

D'ailleurs, interrogé au sujet d'une éventuelle candidature, vous avez indiqué clairement à la presse qu'il revient plutôt à votre Parti, le RPG, de désigner son candidat. J'imagine que vous ne diriez pas non si ce choix se portait sur vous.

Sans ambages ni détours, votre volonté est constante de détourner la loi fondamentale – à votre profit et pour votre inté-

rêt personnel -, pour atteindre votre objectif de vous maintenir au pouvoir sans droit ni fondement.

Au-delà de la Guinée, c'est tout le continent et le monde qui s'élèvent désormais contre le principe même de la violation du terme constitutionnel des mandats politiques. Dans un continent comme l'Afrique, qui ne conçoit plus que les actions de ses dirigeants franchissent le cadre légal, s'il y a par nature et par essence une faute lourde et inexcusable c'est bien ce type

de geste et toutes les attitudes qui l'entourent.

Monsieur le Président, l'État et la République sont régis par des principes, vous ne pouvez ni ne devez l'ignorer.

Monsieur le Président, le respect scrupuleux des principes qui régissent l'État et la République s'impose à tous les gouvernants.

L'État de droit et la démocratie sont essentiels à une époque où la gouvernance est confrontée à des choix ultimes et difficiles pour la lutte contre la terreur, le développement, la bataille contre les pandémies. Les incidences politiques et institutionnelles sont souvent imprévisibles.

N'est-ce pas le cas pour vous aujourd'hui en Guinée ?

Je ne préjuge guère quant à la véritable posture qui sera en définitive la vôtre durant les derniers jours qui vous séparent encore de la date fatidique que vous avez fixée pour tenir ce double scrutin.

Je ne préjuge pas non plus du sort de la Guinée et des Guinéens le lendemain de ce double scrutin.

Je ne suis pas devin non plus pour prédire ce que sera votre propre sort, Monsieur le Président, mais dans tous les cas, j'imagine qu'il sera tout pour vous sauf le bonheur.

Un proverbe de la culture mandingue, qui nous est si chère

à tous les deux et que nous partageons, ne dit-il pas que lorsque vos amis ne sont plus capables de vous dire la vérité en face, il faut aller implorer vos ennemis et les payer s'il le faut pour qu'ils vous disent cette vérité.

Monsieur le Président, votre décision de réviser la Constitution guinéenne est un droit qu'il vous revient de mettre en œuvre en votre qualité de Président de la République. Une telle décision est même légale puisque la Constitution que vous voulez anéantir l'a prévue.

En homme averti, pensez-vous que cette décision vers laquelle vous vous dirigez aujourd'hui est véritablement légitime ?

Toujours en pays mandingue, il est dit que lorsqu'une situation vous embarrasse, prenez soin de regarder à gauche et à droite et scrutez les regards et les visages de ceux qui vous entourent.

En ce qui vous concerne, regardez à votre gauche et vous vous rendrez compte qu'en Guinée, ceux qui s'opposent à votre révision constitutionnelle sont nettement plus nombreux que ceux qui vous y encouragent. À votre droite, vos vrais amis, en Guinée et ailleurs, ne cessent de vous alerter et vous appellent à la retenue. Ils vous invitent à suspendre votre initiative et à reculer.

Ne rajoutez pas à la témérité, l'arrogance et le dédain !

Monsieur le Président, je vous sais homme déterminé, à la limite de l'acharnement et de la témérité. Pensez-vous qu'une telle détermination vous aurait conduit à sortir de prison, tout seul et sans aucune aide, après une mise en cause inique et un procès injuste dont vous avez été l'objet, et durant lequel j'ai été auprès de vous, aux côtés de plusieurs autres avocats ?

(A suivre)

Mamadou Ismaïla KONATÉ
Avocat aux barreaux du Mali et de Paris
Ancien garde des Sceaux et ministre de la Justice du Mali
Ancien défenseur d'Alpha CONDÉ,
opposant politique de Guinée

Lisez le journal
numérique sur le site

Kéfinafasso
www.kefinafasso.com

Votre site indépendant d'information tous azimuts.

GUINEE CONAKRY
1XBET

LOTTERIE NATIONALE GUINEE

PARIS SPORTIFS EN LIGNE

NUMERO VERT 625 66 66 66

Jouons responsable

GUINEE CONAKRY
1XBET

LOTTERIE NATIONALE GUINEE

PARIS SPORTIFS EN LIGNE

NUMERO VERT 625 66 66 66

Jouons responsable